

ATTENDU QUE, en vertu des premier et deuxième alinéas de l'article 4 de cette loi, le ministre doit établir des objectifs et élaborer des politiques, des stratégies de développement et des programmes propres à assurer l'accomplissement de sa mission, et ce, en favorisant la synergie des acteurs concernés, ces objectifs, politiques, stratégies de développement et programmes doivent tenir compte des caractéristiques propres aux régions visées, et il peut, de plus, prendre à cette fin toutes autres mesures utiles, notamment offrir, aux conditions qu'il détermine dans le cadre des orientations et politiques gouvernementales et dans certains cas avec l'autorisation du gouvernement, son accompagnement aux entrepreneurs ainsi que son soutien financier ou technique à la réalisation d'actions ou de projets;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), sous réserve de l'article 4 de ce règlement, tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie à octroyer une subvention d'un montant maximal de 8 000 000 \$ à l'Université de Montréal, au cours des exercices financiers 2023-2024 à 2025-2026, soit un montant maximal de 7 000 000 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024 et de 500 000 \$ au cours de chacun des exercices financiers 2024-2025 et 2025-2026, pour la réalisation des activités d'IVADO pour le transfert technologique et le développement de programmes visant l'accompagnement d'entreprises dans l'adoption et le développement de solutions d'intelligence artificielle;

ATTENDU QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette subvention seront établies dans une convention de subvention à être conclue entre le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie et l'Université de Montréal, laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie :

QUE le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie soit autorisé à octroyer une subvention d'un montant maximal de 8 000 000 \$ à l'Université de Montréal, au cours des exercices financiers 2023-2024 à 2025-2026, soit un montant maximal de 7 000 000 \$ au cours de l'exercice financier 2023-2024 et de 500 000 \$ au cours de chacun des exercices financiers 2024-2025

et 2025-2026, pour la réalisation des activités d'IVADO pour le transfert technologique et le développement de programmes visant l'accompagnement d'entreprises dans l'adoption et le développement de solutions d'intelligence artificielle;

QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette subvention soient établies dans une convention de subvention à être conclue entre le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie et l'Université de Montréal, laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

*La greffière du Conseil exécutif,*  
DOMINIQUE SAVOIE

82798

Gouvernement du Québec

## **Décret 392-2024, 13 mars 2024**

CONCERNANT l'octroi d'une subvention d'un montant maximal de 41 693 250 \$ à Zone Agtech, au cours des exercices financiers 2023-2024 à 2026-2027, pour la construction d'un complexe d'innovation agro-scientifique

ATTENDU QUE Zone Agtech est une personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38), dont la mission est de porter, déployer et animer un écosystème régional d'innovation dédié aux entreprises innovantes en technologies agricoles et bioproduits végétaux;

ATTENDU QUE Zone Agtech compte réaliser un projet visant la construction d'un complexe d'innovation agro-scientifique composé d'un espace d'innovation géré par Zone Agtech et d'un espace pour le centre de recherche Carrefour industriel et expérimental de Lanaudière (C.I.E.L.);

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 2<sup>o</sup> de l'article 7 de la Loi sur le ministère de l'Économie et de l'Innovation (chapitre M-14.1), dans l'exercice de ses responsabilités et en prenant charge de la coordination des acteurs concernés, le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie peut notamment conclure des ententes avec toute personne, association, société ou tout organisme;

ATTENDU QUE, en vertu des premier et deuxième alinéas de l'article 4 de cette loi, le ministre doit établir des objectifs et élaborer des politiques, des stratégies de développement et des programmes propres à assurer l'accomplissement de sa mission, et ce, en favorisant la synergie

des acteurs concernés, ces objectifs, politiques, stratégies de développement et programmes doivent tenir compte des caractéristiques propres aux régions visées, et il peut, de plus, prendre à cette fin toutes autres mesures utiles, notamment offrir, aux conditions qu'il détermine dans le cadre des orientations et politiques gouvernementales et dans certains cas avec l'autorisation du gouvernement, son accompagnement aux entrepreneurs ainsi que son soutien financier ou technique à la réalisation d'actions ou de projets;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), sous réserve de l'article 4 de ce règlement, tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie à octroyer une subvention d'un montant maximal de 41 693 250 \$ à Zone Agtech, au cours des exercices financiers 2023-2024 à 2026-2027, pour la construction d'un complexe d'innovation agro-scientifique;

ATTENDU QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette subvention seront établies dans une convention de subvention à être conclue entre le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie et Zone Agtech, laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie :

QUE le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie soit autorisé à octroyer une subvention d'un montant maximal de 41 693 250 \$ à Zone Agtech, au cours des exercices financiers 2023-2024 à 2026-2027, pour la construction d'un complexe d'innovation agro-scientifique;

QUE les conditions et les modalités d'octroi de cette subvention soient établies dans une convention de subvention à être conclue entre le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie et Zone Agtech, laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

*La greffière du Conseil exécutif,*

DOMINIQUE SAVOIE

82799

Gouvernement du Québec

## Décret 393-2024, 13 mars 2024

CONCERNANT l'octroi d'une subvention d'un montant maximal de 2 000 000 \$ à Synchronex, au cours de l'exercice financier 2023-2024, pour soutenir la mise en œuvre de l'action 12 de la Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027

ATTENDU QUE Synchronex est une personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) dont la mission est de maximiser l'impact de l'expertise collective et individuelle des centres collégiaux de transfert de technologie en innovation et en recherche appliquée dans le développement socioéconomique du Québec et du Canada;

ATTENDU QUE, dans le cadre de la Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation 2022-2027, le gouvernement prévoit 67 000 000 \$ sur cinq ans pour l'action 12, Résoudre des défis de société grâce à des solutions innovantes;

ATTENDU QUE cette action prévoit notamment la mise en place de solutions intégrées en réponse aux défis gouvernementaux;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 2<sup>o</sup> de l'article 7 de la Loi sur le ministère de l'Économie et de l'Innovation (chapitre M-14.1), dans l'exercice de ses responsabilités et en prenant charge de la coordination des acteurs concernés, le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie peut notamment conclure des ententes avec toute personne, association, société ou tout organisme;

ATTENDU QUE, en vertu des premier et deuxième alinéas de l'article 4 de cette loi, le ministre doit établir des objectifs et élaborer des politiques, des stratégies de développement et des programmes propres à assurer l'accomplissement de sa mission, et ce, en favorisant la synergie des acteurs concernés, ces objectifs, politiques, stratégies de développement et programmes doivent tenir compte des caractéristiques propres aux régions visées, et il peut, de plus, prendre à cette fin toutes autres mesures utiles, notamment offrir, aux conditions qu'il détermine dans le cadre des orientations et politiques gouvernementales et dans certains cas avec l'autorisation du gouvernement, son accompagnement aux entrepreneurs ainsi que son soutien financier ou technique à la réalisation d'actions ou de projets;